

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 463, 1,50 F  
JEUDI 10 SEPTEMBRE 1970



**Projets  
pour  
une  
rentrée**

## Le fait de la semaine

# Et ils osent encore juger...

La grève de la faim des détenus politiques, auquel le Pouvoir refuse toujours le « régime politique », se poursuit. L'un des grévistes, Jean Schiavo, a dû être hospitalisé.

Et cependant, imperturbable, la Cour de sûreté de l'Etat poursuit sa tâche. Le 11 septembre, elle ouvrait un nouveau procès. Sans paraître autrement troublée par le camouflet que vient de lui infliger la Cour de Cassation en décidant de retirer au juge Leloir le dossier d'Alain Geismar qui avait demandé une « enquête en suspicion ». Quand la Cour de Cassation donne raison aux « gauchistes » contre la Cour de Sûreté, quel crédit peut-on encore accorder aux mascarades de jugement que cette dernière organise ?

### Appel du secours rouge

Le « régime pénitentiaire » français ne connaît pas, comme c'est le cas dans d'autres pays, un « régime politique ». Il existe bien un « régime spécial », nettement insuffisant, mais il n'est appliqué qu'à ceux des détenus politiques, jugés ou en détention préventive, inculpés devant la Cour de Sûreté de l'Etat ou pour délit de presse. Ainsi Michel Julien, condamné à cinq mois de prison pour avoir barbouillé un slogan sur le pont de Choisy (ce qui est une preuve de plus de la gravité de la répression) ne bénéficie pas du régime spécial et est détenu selon le droit commun.

Pour lutter contre ces injustices, le Secours Rouge com-

munique : les détenus politiques des prisons de Fresnes, la Santé, la Roquette et de diverses prisons de province, ont entamé une grève de la faim illimitée le 1<sup>er</sup> septembre. Leurs revendications sont les suivantes :

« Nous réclamons la reconnaissance effective de notre qualité de détenus politiques. Nous ne revendiquons pas pour autant des privilèges par rapport aux détenus dits « de droit commun », à nos yeux ils sont les victimes d'un système social qui, après les avoir produits, se refuse à les rééduquer et se contente de les avilir et de les rejeter. Bien plus, nous voulons que notre combat, dénonçant le scandaleux régime actuel des prisons, serve à tous les prisonniers.

En réclamant cette reconnaissance de notre qualité de détenus politiques, nous ne faisons qu'exiger le maintien d'une tradition arrachée par les luttes et les sacrifices du passé.

Force est de constater en effet que le régime actuel n'a cessé de réduire les droits reconnus par cette tradition, sous prétexte de ne pas vouloir reconnaître l'existence même de détenus politiques dans les prisons d'Etat. Des exemples de cette régression pourraient être multipliés à l'envie. Qu'on se souvienne par exemple qu'en mai 1920, des militants révolutionnaires emprisonnés pour complot contre la Sûreté de l'Etat recevaient, dans la première semaine de leur incarcération, dix-huit visites d'amis politiques.

### Nous réclamons :

• que tous ceux qui, dans la région parisienne comme en province, sont ou seront incarcérés pour des actes dont les mobiles sont politiques, voient reconnue leur qualité de détenus politiques et puissent ainsi obtenir, immédiatement et sans délai, le bénéfice du statut social qu'on leur refuse actuellement. En particulier, nous exigeons que cette mesure soit appliquée à Michel Julien, détenu depuis plus de trois mois, à l'isolement complet de la Maison d'arrêt de la Santé, pour avoir écrit un slogan politique sur un mur ;

• qu'il soit mis fin à l'isolement de tous les détenus politiques, et qu'ils puissent communiquer entre eux, qu'à cette fin soient immédiatement transférés ceux qui sont actuellement isolés, comme Alain Geismar, à Fresnes ;

• que soient ouverts sans délai des locaux communs où les prévenus politiques pourront se réunir, locaux communs qui furent, dans un temps encore récent, ouverts à tous les prévenus politiques ;

• que soit amélioré le système des visites, en ce qui concerne le nombre de visiteurs autorisés, la durée des visites, et les conditions dans lesquelles elles se déroulent ;

• que soient améliorées les conditions générales de déten-

tion et que cessent immédiatement les brimades.

En aucun cas une telle démarche ne signifie une acceptation du principe même de notre détention. Nous affirmons que nous continuons et que nous continuerons à lutter dans le camp du Peuple, contre ce régime qui se réclame de la participation et pratique la répression et l'oppression. »

Le Secours Rouge appelle tous les militants et les mouvements qui luttent actuellement contre la répression à soutenir l'action des camarades emprisonnés et à développer une campagne populaire de lutte contre le régime actuel des prisons.

Prison de Fresnes : Alain Geismar.

Prison de la Santé : Emmanuel Bernard - Nicolas Canu - Gilbert Castro - Georges Chuffart - Jean-Noël Darde - Michel Duyrat - Michel Julien - Jacques Kucklick - Michel Le Bris - Jean-Pierre Le Dantec - Yves Le Doujet - Jean-Pierre Liban - Jean-Claude Marti - Yves Maubras - Serge Minoc - Jean Schiavo - Patrick Sibi - Jean-Marc Turlurf - Bernard Victorri.

Prison de la Roquette : Michèle Chanussot - Françoise Delescaut - Marie Georges - Annie Gouey - Dominique Lacaze - Pierrette Nadesclaire - Hélène Mogniotte - Brigitte Robertin.

Prison de Rouen : Jean-Paul Mariette.

• Adresse provisoire où peuvent être adressées les adhésions individuelles, et celles des Comités constitués ainsi que les versements : Robert Davezies, 9, rue Rafaëlli, Paris-16<sup>e</sup>.

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

### Courts métrages interdits aux moins de 18 ans

• Gérard PIRES : L'art de la Turlute. S.W.B. La fête des mères (d'après François Cavanna).

• Jean-Paul PHILIPPE : l'Oniromane.

• Jean-Pierre LAJOURNADE : Libre de ne pas l'être.

• François REICHENBACH et Chris MAKER : La sixième face du Pentagone.

• Lucien CLERGUE : Méditerranéenne.

# Encore un effort et on emménage

La première phase de la souscription a été plus longue que prévu. Une maison pour le P.S.U. Certains doutaient que cela soit nécessaire (surtout ceux qui n'ont jamais mis les pieds rue Mademoiselle), d'autres ricanent et annonçaient déjà un nouvel échec et puis l'objectif paraissait vague, presque hors de portée.

Pourtant, au P.S.U., tout arrive ; les résultats cumulés en juin ont autorisé le Bureau national à préciser ses recherches. Il a travaillé et trouvé :

Objectif : un petit immeuble de 700 m<sup>2</sup> sur trois niveaux, situé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement ; pas loin de notre siège actuel. Etat parfait, installation immédiate.

Ce qui sera possible : regrouper dans un seul local l'ensemble des « services » du parti : secrétariat national, T.S., direction, matériel de propagande, librairie, archives (eh oui ! ce serait épatant de pouvoir retrouver une lettre), fichier, sec-teurs, etc.

Le coût de l'opération : actuellement la souscription a rapporté en argent liquide à peu près le quart du coût de cet immeuble. Mais aurions-nous pu viser moins grand ? Certes. Mais les conditions de travail seraient redevenues rapidement intolérables ; l'efficacité réduite, les pertes de temps pour la direction, pour les militants considérables et puis le P.S.U. va grandir. N'est-ce pas ? Le temps de l'artisanat est révolu.

Il faudra donc emprunter. Avec les taux d'intérêts actuels ce sera une lourde charge, dans les années à venir : le remboursement égale deux fois l'emprunt !

Il dépend de vous que cette charge soit réduite au minimum. Maintenant vous pouvez voir l'objectif ; il est là très concret, ce n'est plus un mythe. Si chacun de ceux qui n'ont rien donné, apporte rapidement sa contribution (par le canal des sections) si les sections organisent vite une collecte : pourquoi pas un après-midi pour la souscription ? ; alors nous pourrions réduire de moitié l'emprunt et d'autant les intérêts ! Chaque envoi compte double ! Avant décembre, le parti disposera d'un nouvel instrument.

Les versements sont à adresser : Chèques bancaires à l'ordre du P.S.U., 54 bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>. Chèques postaux à l'ordre du P.S.U., C.C.P. 14020-44 Paris. Camarades, au travail. C'est un besoin prioritaire du Parti.

## tribune socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette  
Claude Picart

Directeur de la Publication  
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré  
24.000 exemplaires

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration  
54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F  
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil  
141, boulevard de Sébastopol  
PARIS (2<sup>e</sup>) - Tél. : 236-61-84  
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Morlame,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

# Reprendre l'offensive

Michel Rocard

La rentrée 1970 se fait sous le signe d'un contraste étonnant entre la volonté de changement profond qui continue à traverser la société française et les exercices de haute voltige syndicale ou politique de ceux qui monopolisent cette volonté de changement pour ne rien changer.

Cela est clair avant tout dans le secteur de la production. L'aggravation de la concurrence, le dérèglement des mécanismes de financement par l'inflation, le durcissement de la résistance des couches sociales archaïques comme les paysans, les petits commerçants, la médecine libérale, ou le mandarinat universitaire, tout cela fait subir des tensions croissantes aux industries de pointe et aux groupes financiers concentrés. La solution vers laquelle s'oriente le grand capital est celle de l'intensification du travail : allongement de sa durée, accélération des cadences, poursuite de l'émiettement des tâches.

Devant cette situation les travailleurs ressentent comme primordiale aujourd'hui la lutte pour de meilleures conditions de travail. A côté de la revendication salariale, toujours essentielle, monte partout la lutte pour des horaires plus courts et mieux aménagés pour des cadences moins contraignantes, des conditions d'hygiène et de sécurité meilleures.

De plus en plus souvent, les luttes prennent effectivement la forme d'un contrôle imposé par les travailleurs sur l'organisation du travail, même si le mot d'ordre du contrôle ne vient pas toujours qualifier la lutte menée. Et les formes de la lutte font place beaucoup plus qu'autrefois aux décisions de la base, aux délibérations collectives, aux assemblées d'ateliers. Tout cela annonce la possibilité de luttes plus larges, à la fois politiques et syndicales, qui mettent en cause non seulement une politique économique et des décisions de l'État ou du patronat, mais le régime lui-même et ses formes d'organisation et de commandement. C'est l'alternative socialiste qui se profile à travers ces combats. Encore faut-il lui donner une traduction politique. Faute de l'avoir fait suffisamment, le courant socialiste laisse la place à une contre-offensive réformiste dangereuse.

La direction de la C.G.T. a réussi en effet, à reprendre pour une bonne part le contrôle de la situation. Elle entend diriger les luttes et les négociations. Les dernières déclarations de Ségué dans « L'Humanité » et à Europe numéro 1 sont révélatrices à cet égard. En mettant l'accent sur les revendications salariales et fiscales exclusivement, il entend limiter les luttes sur des objectifs

qualitatifs et engager la bataille contre l'idée de contrôle ouvrier. En évoquant l'idée d'un « Grenelle à froid », il donne pour la première fois dans l'histoire de la C.G.T., la priorité à la négociation sur la lutte. Cela montre à la fois qu'il craint le débordement par la base si des mouvements importants sont déclenchés, et qu'il a des raisons de penser que le patronat et le gouvernement sont prêts à négocier. Cela montre aussi que Ségué n'entend pas profiter de l'incertitude où se trouve le gouvernement devant l'offensive de Servan-Schreiber pour tenter de l'affaiblir davantage encore.

Cette orientation de la C.G.T. est importante mais elle est risquée : les autres centrales hésiteront à la suivre jusque là, les travailleurs à la base n'admettront pas longtemps une stratégie de négociations de sommet qui ignore leurs aspirations les plus profondes. Il y a place pour une offensive



révolutionnaire. Encore faut-il la mener sur des objectifs clairs.

Ce qui se passe dans le domaine politique est un peu de même nature, mais c'est un réformisme plus explicite qui mène la bataille. Servan-Schreiber a non seulement la vedette, ce qui ne serait pas grave mais il a aussi l'initiative. Qu'il donne une comédie invraisemblable et se démente lui-même de jour en jour importe peu : malgré les aspects burlesques, il occupe un terrain, il éveille des sensibilités.

On ne peut éluder cette question :

Ne sommes-nous pas responsables de ce que la volonté de changement profond qui se manifeste partout en France, qui se dévoile à travers d'innombrables signes, se porte vers de fausses solutions et non pas vers le projet socialiste ?

Voici deux ans et quelques mois, la France entière répudiait ses bureaucraties, signifiait son congé au régime, exigeait la parole, et les travailleurs animaient avec force ce

qui fut à la fois une très grande lutte, une surprenante fête et une espérance retrouvée.

Qu'avons-nous fait de Mai ?

A l'époque, notre responsabilité de militants politiques, qui consiste à résumer la volonté des masses en quelques objectifs clairs, était difficile à tenir, et nous y avons échoué ; la responsabilité n'est que partielle certes, et le Parti Communiste y a puissamment contribué.

Mais depuis ?

Le courant révolutionnaire n'a pas su traduire cette vaste espérance. Empêtré dans les différents dogmes hérités de son passé, il a été incapable d'appliquer de manière concrète à la France actuelle sa volonté d'amener la masse des travailleurs à prendre en charge eux-mêmes leur destin. La révolution ne se fera que si elle répond avec précision aux espérances de chaque travailleur tant en ce qui concerne les conditions matérielles de vie que notre manière de vivre ensemble. Le socialisme c'est à la fois un style de vie militante et une manière précise et consciente de transformer constamment la société, avant comme après la prise du pouvoir.

La conjoncture n'est difficile qu'en apparence. La démonstration est faite depuis longtemps qu'il n'y a pas place pour une évolution réformiste en France. D'autres s'y sont cassé les reins, bien avant Servan-Schreiber et la C.G.T. se trouvera inévitablement amenée à s'en souvenir aussi.

Mais il faut faire de la révolution socialiste une proposition parfaitement concrète. La tâche du P.S.U. pour l'année qui commence est de reprendre l'offensive pour ne pas la laisser aux courants réformistes. Elle est d'annoncer clairement la plate-forme sur laquelle il se bat, elle est d'amener un nombre rapidement croissant de travailleurs à se sentir concernés par les objectifs de cette plate-forme.

A ce prix, mais à ce prix seulement, nous mettrons fin aux illusions réformatrices, nous contribuerons à orienter le mouvement ouvrier vers le combat politique socialiste, et nous relancerons de la sorte l'offensive des travailleurs pour la conquête du pouvoir.

La clé de ce retour à l'offensive est simple : approfondir le contact avec les masses, élaborer avec elles une plate-forme de combat claire et convaincante et multiplier les luttes de masses autour de cette plate-forme.

C'est une rude tâche pour une année, mais c'est cependant celle qu'il nous faut accomplir.

# Beaucoup de bruit pour rien

Christian Leucate

Il aura fallu mai 1968... et deux ans de mûres réflexions pour que le pouvoir se décide à sortir cette « Réforme fiscale » qui languissait dans les cartons du ministère des Finances depuis le début du régime gaulliste.

Après une telle attente, les prétentions pouvaient être élevées : à en croire Giscard, à sa conférence de presse de la semaine dernière, ne s'agit-il pas à la fois de rétablir l'équilibre du système fiscal, qui repose encore pour moitié sur la T.V.A., et d'assurer l'égalité de tous devant l'impôt direct ? On ne peut guère qu'applaudir à de telles déclarations de principes : l'impôt sur la dépense, type T.V.A., est le plus injuste puisqu'il pèse de façon indifférenciée sur la consommation et pénalise ainsi les travailleurs aux revenus les plus bas ; l'impôt direct qui frappe la fortune ou le revenu, peut au contraire être individualisé et offre, au moins dans son principe, la possibilité d'opérer une redistribution efficace des richesses... Mais les conclusions que le ministère des Finances tire d'un tel raisonnement sont assez paradoxales :

Les mesures prises à partir de 1971 ne créent en fait aucun transfert significatif de l'impôt indirect vers l'impôt direct : les deux à trois milliards annuels de dégrèvements fiscaux seront également répartis entre la T.V.A. (abaissement du taux à 7,5 % pour les produits alimentaires) et l'impôt sur le revenu. Ce choix s'explique par l'importance des pressions sociales qui s'exercent, de la Confédération Générale des Cadres à la C.G.T., en faveur d'une réduction du poids de l'impôt sur le revenu. Celui-ci a en effet exceptionnellement crû notamment depuis les accords de Grenelle : l'impôt étant progressif, à barème inchangé, la hausse des revenus et des prix fait mécaniquement passer un nombre croissant de contribuables dans les tranches supérieures. Par ce phénomène, le nombre des contribuables a doublé depuis 1958 et le rendement de l'impôt arrive à croître de près de 20 % par an...

Or la nécessité de faire face à cette revendication parfaitement justifiée pour les travailleurs en termes de défense de leur pouvoir d'achat, est contradictoire avec la volonté de réduire la part de l'impôt indirect, dans la mesure où sa base sociale interdit au pouvoir toute remise en cause profonde du système fiscal.

## TRIBUNE SOCIALISTE

### Abonnements

6 mois ..... 22 F

1 an ..... 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. Paris 58.26.65

## Pour payer moins d'impôts...

Celle-ci aurait supposé que, parmi les impôts directs, ce soit l'impôt sur les bénéfices des sociétés et les impôts sur la fortune qui assurent le relai des impôts indirects sur la consommation. Or, précisément tous les gouvernements bourgeois se sont, en France, refusés à établir un impôt sur le capital et une fiscalité foncière ou, lorsqu'ils l'ont tenté, ont été vivement rappelés à l'ordre : faut-il rappeler l'échec de Pisani en ce domaine ? La piteuse reculade de Couve de Murville sur un très modeste projet d'augmentation des droits de succession ? De même, l'impôt sur les sociétés reste d'un rendement dérisoire : 9 % des rentrées fiscales pour 16 % à l'impôt sur les revenus individuels. Les astuces complaisantes de la comptabilité (salaires des P.D.G. ou frais généraux...) permettent à la très grande majorité des sociétés françaises de faire apparaître une situation péniblement équilibrée, sans rapport avec leurs profits réels. En outre, l'ensemble des réformes intervenues depuis 1958 (régime des amortissements, « intéressement ») leur donne le moyen légal de soustraire à l'impôt l'essentiel de l'accumulation capitaliste réalisée sous forme d'autofinancement. Au total, les entreprises capitalistes françaises sont celles qui supportent la charge fiscale la plus faible : l'impératif de « compétitivité » faisant désormais loi, le pouvoir ne risque guère de leur retirer cet avantage.

La « justice fiscale » aurait également voulu que le gouvernement s'emploie à renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu et sa capacité à taxer tous les revenus. Ici aussi la démagogie fiscale poursuit des objectifs politiques trop contradictoires pour que ses prétentions à établir l'équité fiscale puissent avoir une quelconque efficacité.

Les dispositions anciennes du système fiscal tentaient modestement d'éviter une pénalisation excessive des salariés par rapport aux autres types de revenus, pour qui les possibilités d'évasion fiscale et de fraude sont beaucoup plus grandes. C'est principalement à ces dispositions que Giscard entend s'attaquer, au nom de la « justice fiscale ». Conformément à toute une idéologie et une légalité bourgeoises qui entendent ignorer le fait de l'exploitation capitaliste. La justice de l'impôt est assimilée à la « neutralité » de l'impôt à l'égard de tous les revenus quelle que soit leur nature, de salaire ou de profit. En fait, cette égalité formelle recouvre une discrimination de fait aux dépens des revenus salariaux. C'est ainsi que la plupart des mesures sont en fait prises en faveur des travailleurs non-salariés et des revenus les plus élevés :

- suppression de la taxe complémentaire (qui frappe les revenus autres que les salaires notamment ceux des entrepreneurs individuels et des professions libérales) ;



- généralisation de l'abattement forfaitaire de 20 % du revenu imposable et de la réduction d'impôt de 5 % réservés jusqu'ici aux salariés ;

- réduction de la progressivité de l'impôt par suppression des majorations d'impôts instituées en 1968 pour les tranches supérieures de revenus.

L'intention est claire : il s'agit en priorité d'apporter un apaisement substantiel aux revendications des classes moyennes telles qu'ont pu les exprimer la petite fronde des cadres et le mouvement commerçant dans ses aspects les plus poujadistes. L'application faite par Giscard du principe « à revenu égal, impôt égal », est donc une pure mystification : contre quelques promesses vagues de lutte contre la fraude des non-salariés et sous couvert d'égalitarisme, elle satisfait les corporatismes étroits de la moyenne bourgeoisie, sans alléger de façon significative la surcharge fiscale pesant sur les bas salaires ou sur la fraction réellement prolétarisée des travailleurs « indépendants ». Contre un léger dégrèvement général (diminution de 5 % des barèmes en quelques années, censée compenser les effets de la hausse des prix) et le gadget des « douzièmes provisionnels », elle tente de créer une fausse solidarité de tous les contribuables qui permette d'échapper définitivement le problème de la structure même du système fiscal, du partage du poids de l'impôt entre travail et capital.

... Enrichissez-vous !

Ajoutons que la réforme se garde bien de remettre en cause l'ensemble des mesures prises au fil des ans et qui ont faussé totalement le principe de l'impôt progressif afin de privilégier ouvertement l'accumulation capitaliste,

comme source et comme mode d'utilisation des revenus individuels. Ainsi, les revenus des valeurs mobilières — actions et obligations — directement représentatifs de la propriété capitaliste et de l'exploitation du travail d'autrui, ont été systématiquement avantagés au cours du V<sup>e</sup> Plan, à titre d'« encouragement de l'épargne » :

- création d'un avoir fiscal (50 %) sur le revenu des actions, venant en déduction de l'impôt progressif,

- prélèvement forfaitaire de 25 %, libérateur de l'impôt progressif, pour le produit des obligations, les profits provenant des opérations de construction, les intérêts des bons du trésor,

- Franchise d'impôt pour les revenus des obligations (jusqu'à 1.000 F par an), et des « engagements d'épargne à long terme » ...

En la matière, l'imagination technocratique aura été féconde : autant de possibilités légales de dissimulation des plus hauts revenus (qui leur permettent d'échapper à la progressivité), autant de privilèges accordés aux revenus du capital par rapport à ceux du travail. Nous n'attendions guère de Giscard qu'il fasse prévaloir une autre « justice fiscale ».

Mais sa politique n'est pas simplement de la poudre aux yeux. Elle est au service d'une stratégie sociale offensive :

- en traitant apparemment sur le même pied les revendications antifiscales de toutes les couches sociales (du patron au salarié en passant par les travailleurs indépendants), en centrant l'attention sur la charge fiscale en général, il s'agit de dissimuler et de perpétuer les transferts occultes de revenus, notamment au profit des entreprises qu'autorise l'inégalité devant l'impôt ;

• plus profondément, en donnant pour traduction officielle de ces revendications, l'objectif de la stabilité de la charge fiscale (VI<sup>e</sup> Plan), le pouvoir conduit consciemment une politique conforme aux exigences du capitalisme dans ses formes les plus avancées. En limitant sévèrement la croissance des impôts et de la dépense publique, en réduisant parallèlement la part du salaire indirect (cotisations sociales) dans les revenus individuels, en privatisant une part croissante des équipements collectifs, l'Etat poursuit un objectif précis : une lutte générale contre les consommations collectives, contre le principe de gratuité appliqué jusqu'ici aux services publics en faveur d'une nouvelle extension du domaine de la consommation individuelle, de l'économie marchande et du profit.

La lutte contre le système fiscal est un élément essentiel du combat économique et idéologique de la classe ouvrière. Mais elle ne doit pas se tromper d'enjeu : si elle s'en tient à la défense immédiate du pouvoir d'achat

contre le prélèvement de l'impôt, elle ne fera qu'apporter un appui involontaire à la politique de privatisation généralisée de la consommation. Or sans tomber dans un fétichisme des « services publics » qui se dissimulerait le rôle de classe de ceux-ci (qu'il s'agisse par exemple de l'école ou de la santé...), les travailleurs doivent également dénoncer la façon dont cette politique conduit concrètement à porter encore plus gravement atteinte au bien-être collectif et à aggraver les inégalités de classes.

Dénonciation de la répartition sociale de l'impôt, dénonciation de la politique de liquidation des équipements collectifs : tels sont les axes suivant lesquels peut se développer une action revendicative qui, au-delà de la simple addition des poujadismes, fonde en termes de lutte des classes, la solidarité des salariés et de ceux des « travailleurs indépendants » qui sont effectivement exploités par le capitalisme et victimes du système fiscal.

### politique intérieure

# A quoi sert J.J. - S.S. ?

Jacques Malterre

Lecanuet contre De Gaulle, Poher contre Pompidou, Servan-Schreiber contre Chaban-Delmas ; la contestation centrée est devenue une donnée permanente de la vie politique nationale. Une partie de la bourgeoisie française n'a jamais admis le fait gaulliste et n'a cessé de le combattre comme on combat un acte d'usurpation ; une autre fraction des classes dirigeantes estime que la tentation de recréer un Etat fort, dont d'une certaine autonomie, représente un risque ; il est plus facile d'avoir barre sur Poher que sur Pompidou ; et même si, finalement, on est plutôt satisfait de Pompidou, gardien vigilant de l'ordre, il n'est pas mauvais de le flanquer de quelques alliés qui peuvent devenir concurrents de l'U.D.R., giscardiens et duhaméliens, et de lui susciter de temps à autre une opposition centrée à la fois relève possible de l'actuelle majorité et contre-feu à un éventuel nouveau front populaire.

L'opération Servan-Schreiber s'inscrit dans cette ligne stratégique de la bourgeoisie et en même temps la contredit. L'homme d'abord a d'autres moyens que Lecanuet et Poher. Dès son berceau on lui a répété qu'il était destiné au plus grand rôle ; rien n'était assez bon pour lui et jamais l'ombre d'un doute ou d'un scrupule ne l'effleurera ; on est loin des délicatesses de la démocratie-chrétienne.

La méthode ensuite, et c'est beaucoup plus important ; elle est gaullienne jusqu'à la caricature et c'est peut-être là aux yeux des milieux d'affaires qu'il pourrait y avoir une limite.

#### Qui a changé ?

On oublie un peu ces jours-ci devant l'irrésistible ascension du propriétaire de « l'Express » la longue série de ses échecs politiques ; 3 tentatives d'accession au Parlement se sont soldées par trois déroutes lamentables et brusquement le vent tourne ; c'est la percée de Nancy.

Or ni l'homme, ni son fond d'idées n'ont changé ; ce qui est nouveau c'est la conjoncture politique ; de Gaulle n'est plus là et la F.G.D.S. s'est dissoute : deux victimes de Mai 1968. La majorité est paralysée par ses contradictions, l'opposition officielle n'a plus de projet convaincant. C'est l'heure de l'audace servie par l'argent. J.J.-S.S. va se souvenir des leçons de tactique de de Gaulle. Le manifeste Ciel et Terre est son appel du 18 juin puisque désormais la bataille se déroule sur le

terrain de l'économie. Comme de Gaulle il va chercher à discréditer les formations politiques tout en s'en servant quand cela peut être utile.

L'idée de base est simple : le pouvoir actuel s'est construit autour d'un homme qui avait su capter par ses mérites et retenir par la technique du référendum la majorité (relative ou absolue) des suffrages. Sous lui et par lui se sont constituées, par apports successifs mais toujours liés à sa personne, les équipes qui gèrent l'Etat : les caciques (Michelet, Malraux, Debré), les barons : Frey, Guichard, Chaban Delmas (un peu à part) ; les grands commis : Pompidou, Couve de Murville puis Ortoli ; les petits commis : les Chirac et autres Lecat, les hommes de l'appareil, etc. Tout un personnel lié à la bourgeoisie certes, mais moins que Giscard ou Duhamel et qui, de Gaulle vivant, pouvait imposer des orientations mal acceptées d'elle : pouvoir présidentiel, équilibre (?) entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., indépendance nationale coûteuse, idéologie de la participation.

Avec Pompidou, tout ce personnel essaie de s'incruster à la mode radicale, dans ses fiefs, mais sur le terrain la concurrence est forte ; il faut faire désormais davantage de concessions pour tenir : aux agriculteurs, aux P.M.E., aux Cadres, à la C.G.T. et même aux étudiants (la loi d'orientation manière Edgar Faure). Tout cela donne tantôt l'immobilisme (cf. les fausses réformes de la Sécurité sociale, de la fiscalité, l'Europe politique toujours en panne, les choix militaires absurdes à moitié ensevelis mais toujours affirmés), tantôt des initiatives qui privilégient le dialogue avec l'adversaire principal : la C.G.T. et le P.C.F. derrière.

Des stratégies du grand capital sentent bien que le pompidolisme risque de trop manquer de poids pour n'avoir pas à faire des concessions qui, à terme, menacent l'expansion capitaliste. Il faudrait reconstruire un système politique autour d'un homme sachant capter les suffrages pour avoir plus de liberté de manœuvre, à condition bien sûr que cet homme n'acquière pas une indépendance gaullienne. On voit où est la contradiction qui explique la division des stratégies de la bourgeoisie.

J.J.-S.S. a déjà clairement indiqué ce que serait son personnel politique, ses équipes : la haute technocratie du capital, hommes d'affaires dynamiques et hauts fonctionnaires « compétents », le tout flanqué d'hommes politiques plus classiques ralliés au nouveau maître.

### Le Rubicon

Pourtant J.J.-S.S. n'a pas encore fait le saut décisif. A Nancy il affrontait Souchal, député en froid avec l'U.D.R. ; mollement soutenu au début par Matignon ; il ménageait encore le Premier ministre et son projet paraissait limité.

A Bordeaux il s'attaque directement à Chaban ; ainsi le voulait la logique de l'escalade. Mais il ne l'a pas encore poussée à son terme : la contestation de Pompidou, clé de la majorité et dans notre système néo-présidentiel, véritable chef de l'exécutif comme le maire de Bordeaux n'a pas manqué de le rappeler. De cette « retenue » deux explications peuvent être données : Pompidou est encore un trop gros morceau ; il faudrait un succès à Bordeaux pour que Servan-Schreiber se sente en mesure d'en arriver là. Mais peut-être ne souhaite-t-il pas d'y arriver trop vite ; avide de pouvoir il pourrait s'imposer au choix du Chef de l'Etat comme Premier ministre. Solution de rechange pour le régime lui-même par conséquent plutôt que changement de régime. Le plus probable est qu'il ne pourra pas s'arrêter à cette fructueuse transaction et qu'il lui faudra aller jusqu'au bout de sa logique, et bientôt franchir le rubicon en s'attaquant au Président de la République, ce qu'avait prudemment commencé Giscard sous de Gaulle.

### La gauche désorientée

Il y a 4 ans l'accord P.C.F.-F.G.D.S. ouvrait aux dirigeants du P.C.F. de vastes perspectives pour une « alternative démocratique ». Il y a encore six mois il était admis qu'il y avait la majorité et les communistes, et ceux-ci poussaient partout leurs pions en utilisant alternativement le « succès de nos négociations » par C.G.T. interposée ou la « résolution de notre opposition » au régime.

## Pourquoi deux candidats révolutionnaires ?

Claude Dubois

L'élection de Bordeaux a, cette semaine, les honneurs de la « une » de Rouge et de Lutte Ouvrière. Dossier complet sur les conditions de la campagne et les discussions qui l'ont précédée.

Complet ? A l'exception d'une information que nous jugeons, nous, importante, et que les lecteurs de « Tribune » pourront porter à la connaissance des lecteurs mal informés de Rouge et de Lutte Ouvrière : le P.S.U. avait proposé qu'une liste commune des révolutionnaires soit constituée sur les bases suivantes :

- un programme analogue à celui de l'élection du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sur lequel les trois organisations s'étaient mises d'accord à l'époque ;

- l'engagement de se désister, au second tour, en faveur du candidat du P.C.F. si celui-ci arrivait en tête des candidats ouvriers ; lors de l'élection de Paris, la Ligue communiste avait refusé ce désistement qu'elle jugeait fondamentalement incompatible avec toute stratégie révolutionnaire, dans la période historique actuelle ;

- une liste commune composée d'un candidat de L.O. et d'un suppléant P.S.U. Cette liste correspondait à la réalité militante locale. En effet, L.O. est représentée par un groupe important de militants, le P.S.U. par une fédération en pleine ascension, tandis que la Ligue est si faible qu'elle a dû faire traverser la moitié de la France à son suppléant ! En outre, L.O. à Bordeaux, comprenant une forte proportion d'étudiants et d'enseignants, le P.S.U. pouvait apporter à la liste la composante prolétarienne qui fait totalement défaut à l'actuelle liste L.O. Ligue Communiste.

#### Pourquoi cette « omission » ?

Notre proposition n'a pas été faite à la sauvette, mais par une délégation composée de deux membres du Bureau National et de deux membres de la Direction Politique Nationale parfaitement informés des raisons de l'échec des premières discussions sur le plan local.

La percée de J.J.-S.S. ébranle cette position politique. S'il prend trop de voix à la gauche non communiste et même au P.S.U. l'alternative de coalition majoritaire en 1973 s'éloigne, d'où la violence des réactions du P.C. à l'égard de l'opération schreiberienne. Sur le terrain purement politique et électoral les dirigeants communistes ne peuvent pas grand chose ; il leur faudra donc, une fois l'élection de Bordeaux passée, reprendre l'initiative sur un terrain plus favorable : celui des luttes revendicatives ; or il se pourrait bien que le pouvoir ait intérêt à lui donner dans ce domaine quelques satisfactions : entre les promesses lointaines de J.J.-S.S. et les résultats tangibles apportés par l'action du P.C.F. et de la C.G.T., les travailleurs choisiraient en faveur des seconds et les tacticiens de l'U.D.R. verraient aussi le péril s'éloigner.

Mais à trop vouloir battre J.J.-S.S. sur son propre terrain « le réformisme » le P.C.F. risque de réaliser lui-même ce qu'il reproche au député de Nancy de vouloir faire : la consolidation du régime bourgeois et capitaliste.

Notre attaque contre Servan-Schreiber ne peut emprunter de telles voies, au contraire il nous faut montrer par l'action qu'aucun des problèmes qui se posent aux travailleurs dans l'entreprise comme dans leur cadre de vie ne peut être résolu si l'on accepte la consolidation du capitalisme telle que la propose l'auteur de « Ciel et Terre » et si on ne s'attaque pas aux règles de gestion par le profit, à l'emprise grandissante des firmes géantes (étrangères ou françaises peu importe) à la mise en coupe réglée des villes et des campagnes par ceux qui spéculent sur tous les besoins. La solution politique de J.J.-S.S. peut bien renouveler le personnel de l'Etat mais en réduisant encore plus la condition des travailleurs à celle de consommateurs passifs manipulés par les forces de l'argent.

Mais en informant convenablement leurs lecteurs Rouge et Lutte Ouvrière n'auraient plus eu la possibilité de taxer le P.S.U. de « d'antitrotskyste », de « d'ambiguïté », de « refus d'unité des révolutionnaires » ou de « suiviste du P.C.F. », comme ils se plaisent à le faire à longueur de colonnes. Une telle « orientation » de l'information ne nous surprend guère de la part de Rouge qui, depuis deux ans, nous a donné l'habitude des insultes dénuées de fondement.

Elle nous étonne de la part de Lutte Ouvrière qui, jusqu'alors, semblait considérer que toutes les informations devaient être fournies aux militants.

#### Affirmer l'unité profonde des révolutionnaires

Nous voilà donc avec deux candidats révolutionnaires à Bordeaux. Fâcheux. Même si l'évolution de la Ligue Communiste sur le problème du désistement nous paraît positive.

Pour atténuer au minimum les conséquences de cette division du mouvement révolutionnaire, nous faisons deux propositions :

- qu'aucune polémique ne s'engage entre les deux candidats ;

- que les trois organisations unissent leur force pour réaliser à Bordeaux, éventuellement avec d'autres militants révolutionnaires, certaines actions communes. L'organisation d'un meeting sur la répression nous semble, par exemple, un moyen d'affirmer, face au Premier ministre, l'unité profonde des révolutionnaires.

Soutenez la campagne P.S.U. de Bx en envoyant votre participation financière à la candidate du P.S.U. Laure Lataste, 7, rue Beaumarchais, Apt 798, 33-Cenon (C.C.P. Bordeaux numéro 2921.96).

# Transports : organiser la riposte

## Une interview d'Henri Baron

**Tribune Socialiste :** Lors de la Conférence de presse du 3 septembre, tu as caractérisé la situation des transports en commun dans la région parisienne comme un demi-siècle d'immobilisme. Mais qu'est-ce qu'on peut faire ?

**Henri Baron :** Les transports en commun ont longtemps été considérés comme un mal nécessaire. On est passé de la S.T.C.R.P. à la R.A.T.P., mais de 1940 à 1970, rien n'a vraiment changé dans les conditions de transport des usagers ni dans les conditions de travail des employés de la R.A.T.P. Et pendant ce temps, les organisations de la gauche traditionnelle se contentaient d'un « petit communiqué » au moment des hausses. Pas de protestations organisées, quelques pétitions... En fait, au lieu de s'intéresser au problème au moment où celui-ci se posait à l'ensemble des usagers, on ne le soulevait que dans « ces grands moments de la lutte populaire » que sont les élections ! Bref, de législatives en municipales et de municipales en législatives, rien de sérieux n'a été fait... et aucune organisation de lutte des usagers mise en place.

En 1967, le gouvernement a même pu faire passer le prix du carnet de 3,70 à 6 F sans encourir d'autre opposition que quelques déclarations de principe. Mais depuis une certaine grève générale de 1968, il semble que la population, qu'il s'agisse de référendum ou de lutte dans les entreprises et les quartiers, n'aime plus se faire marcher sur les pieds sans réagir !

**T.S. :** C'est donc sur la lancée de Mai 68 que le mécontentement des usagers s'est traduit par des formes d'organisation ?

**H. B. :** Oui, dès l'annonce d'une hausse de 6 à 7 F en février 1970, des campagnes d'action et d'explication furent lancées par plusieurs organisations syndicales et politiques.

C'est à la suite de ces campagnes que se fondèrent, un peu partout, des comités d'usagers, pour défendre les intérêts des usagers et pour tendre, par un nouveau style d'action, à imposer aux pouvoirs publics la satisfaction de leurs revendications.

Des résultats concrets ont déjà pu être obtenus pour répondre aux problèmes immédiats des usagers, en banlieue notamment.

C'est ainsi qu'à Aulnay-sous-Bois, le comité d'usagers a pu obtenir une réduction aux enfants de moins de 10 ans qui était refusée auparavant. Après une campagne de pétitions, des délégations aux élus, etc., on a de même pu obtenir une certaine concordance dans les derniers passages des cars et des trains. A côté de cela, des dizaines d'expositions-photos expliquent les problèmes locaux, proposent des thèmes d'actions. Dans les quartiers, des milliers de signatures sont collectées sur les marchés, des journaux locaux sont diffusés...

**T.S. :** C'est donc en partant de ce bilan encourageant que s'est constituée la Fédération des comités d'usagers que tu présides ?

**H. B. :** La Fédération des comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne s'est formée le 1<sup>er</sup> juillet 1970 en regroupant plus d'une soixantaine de comités d'usagers existant dans les localités de banlieue et les arrondissements de Paris. Son but est de coordonner les efforts et de représenter les comités existants. Sa première grande manifestation publique fut une réunion de près de 1.500 usagers, le 17 juillet à la Mutualité, réunion dont la presse parlée et écrite s'est largement fait l'écho. Il est évident que la Fédération des comités d'usagers ne peut à elle seule résoudre tous les problèmes et c'est pourquoi elle entend travailler en étroite union avec l'ensemble des organisations syndicales et politiques. Face au scandale permanent des transports publics, les comités d'usagers exigent que cessent les promesses démagogiques et jamais tenues afin que la priorité soit effectivement donnée aux transports en commun par l'ouverture ou la prolongation de lignes de métro et de train ; par une augmentation du réseau d'autobus, y compris leur maintien le soir et les jours fériés ; par une amélioration des conditions de transports (correspondance, confort, escaliers mécaniques, etc.). Face aux menaces d'augmentations des tarifs, et en raison du rôle même des transports en commun qui assurent la liaison domicile-travail, les comités d'usagers réclament une carte unique hebdomadaire payée par le patronat et valable dans toute la région parisienne. Seule cette revendication peut permettre aux travailleurs de ne pas avoir à payer les deux heures perdues quotidiennement dans les transports en commun. Elle représente, en fait, le premier pas vers la gratuité totale des transports pour les travailleurs. □

Jeudi dernier, la Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Parisienne, qui regroupe une soixantaine de comités d'usagers à Paris et en banlieue tenait une conférence de presse à l'occasion de la publication du « Livre Noir des Transports Parisiens » (1).

La riposte organisée à la suite des hausses de février dernier notamment par le P.S.U. et Lutte Ouvrière et l'action de masse menée depuis lors par les comités d'usagers ont déjà fait la preuve de leur efficacité : le pouvoir a dû différer — jusqu'à quand ? — les nouvelles hausses prévues pour juillet dernier.

« Tribune Socialiste » publie page 7 un extrait du Livre Noir qui fait l'analyse des raisons politiques du sous-développement des transports en commun. Henri Baron, président de la Fédération des comités d'usagers s'entretient avec « T.S. » des objectifs et des moyens de lutte des comités d'usagers à la rentrée.

(1) Pour tous renseignements : écrire F.C.U.T.C.R.P. B.P. 159.06 Paris 6<sup>e</sup>.



A.D.N.P.

FÉDÉRATION DES COMITÉS D'USAGERS  
DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION PARISIENNE

# LIVRE NOIR DES TRANSPORTS PARISIENS

au service  
des entreprises  
capitalistes

L'objectif principal de la politique qui va être engagée à l'occasion du VI<sup>e</sup> Plan n'est pas de satisfaire les besoins croissants de la population des grandes villes, mais de « réduire la charge croissante que fait peser l'exploitation des transports parisiens sur les finances publiques ». Il s'agit donc de rentabiliser les entreprises de transport (R.A.T.P., S.N.C.F., pour les lignes de banlieue).

Cependant, cette politique d'équilibre financier des entreprises masque complètement le vrai problème qui est celui de la satisfaction des besoins sociaux des usagers et des travailleurs.

En effet, comment ce « résultat » sera-t-il atteint ?

La réponse du gouvernement est simple : par la recherche de « la vérité des prix », c'est-à-dire par la fixation de tarifs d'équilibre faisant supporter à l'usager l'ensemble des charges de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.-Banlieue.

Mais cette politique de l'équilibre financier n'a que l'apparence de la rigueur et du bon sens. En réalité le slogan de « vérité des prix » est un leurre pour les travailleurs. Parce que cette « vérité » n'est envisagée que dans le cadre

comptable étroit d'une entreprise (R.A.T.P. ou S.N.C.F.) alors que leur activité intéresse l'ensemble de la région parisienne et, d'abord les entreprises qui profitent de la main-d'œuvre transportée. Si l'on veut établir un bilan significatif, c'est à ce niveau qu'il faut se placer. Mais personne ne l'a encore fait, car les chiffres mis en évidence seraient probablement fort différents de ceux qui justifient la politique actuelle.

Ce que signifie en réalité la doctrine de la « vérité des prix », c'est l'augmentation des tarifs. De ce point de vue, les récentes hausses du ticket de métro ne sont qu'un début, elles s'inscrivent dans un plan de hausse systématique qui doit progressivement porter le prix du ticket à 1,20 F en 1975.

Ce qui est aussi en cause, c'est le refus du gouvernement de prendre en considération les besoins sociaux essentiels auxquels doivent satisfaire les transports en commun et de leur affecter, en conséquence, une part suffisante des ressources publiques. Là encore, les documents officiels l'avouent avec un rare cynisme, il s'agit uniquement « d'éviter la dégradation » du réseau de transport en com-

mun et, surtout, les répercussions sociales qu'elle ne manquerait pas de provoquer.

Un autre aspect de cette lutte contre la « dégradation » consistera à généraliser le stationnement payant et à en élever le prix pour limiter l'usage de l'automobile dans les villes. Certes, s'il ne s'agit pas de nous opposer à des interdictions générales de stationnement, seules capables de donner aux transports en commun des possibilités de fonctionnement normal, et nous ne saurions assimiler la démocratisation des transports urbains au développement de l'automobile. Mais la politique de stationnement payant, telle qu'elle est actuellement pratiquée, est inacceptable, car elle se borne à rechercher un effet de dissuasion à l'encontre de l'automobile individuelle et ne favoriserait en rien le développement des transports collectifs, et surtout elle créerait en fait une sélection favorisant les riches aux dépens des pauvres. **Aucun transfert des recettes procurées par le stationnement payant n'est prévu au profit de l'amélioration du métro ou des autobus.** Au contraire, il s'agit de trouver une nouvelle source de financement des équipements destinés principalement à la circulation automobile (voirie urbaine).

## Renversement à rebours

Contrairement à ce qui est annoncé, il n'y aura pas de « vigoureux renversements de tendance en matière de transports urbains ». En effet, la « promotion des transports collectifs » envisagée se réduit à bien peu de choses.

Un seul chiffre est produit pour ce qui concerne Paris : « 2.000 millions de F pour améliorer la productivité et la qualité de service du système existant, en plus du renouvellement des lignes nouvelles et des autres dépenses de premier établissement. » Voilà qui ne permet pas d'avoir une idée bien nette ! On rappellera cependant que, au cours du V<sup>e</sup> Plan, 4,872 millions de F ont été engagés pour les transports en commun à Paris. S'il s'agit d'un « renversement » il ne va peut-être pas dans le sens annoncé !

Ainsi, la politique qui sera mise en œuvre dans le secteur des transports au cours des années qui viennent, privilégiant la voirie sur les transports en commun, apparaît, malgré les déclarations qui entourent sa présentation, comme la poursuite pure et simple de celle dont nous connaissons tous, aujourd'hui, les résultats.

Le choix réel, dans ce domaine, consiste à soumettre l'équipement de moyens de transport aux exigences du développement des grandes entreprises privées, c'est-à-dire du développement de leurs profits. Le rapport de la commission des villes précise : « Le système de transport et de circulation est, pour les entreprises, un des services publics les plus directement nécessaires à leurs activités. Les conditions dans lesquelles s'effectuent les trajets du personnel des entreprises entre

résidences et lieux d'emploi, influent directement sur l'importance du marché de l'emploi qui leur est ouvert, comme elles influent sur le comportement et le rendement des producteurs. »

## La liberté du profit

C'est clair : s'il n'y avait pas d'entreprises à desservir en marchandises et en main-d'œuvre, nous risquerions bien de n'avoir aucun équipement de transport collectif. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle de nombreuses lignes de bus ont été fermées ces dernières années le dimanche et les jours fériés (jours où les bus ne servent « à rien », dans une optique capitaliste). Autre remarque intéressante : ce qui est présenté comme consommation privée lorsqu'il s'agit de justifier les augmentations de tarifs (« il faut payer les services utilisés à leurs véritables prix »), devient ici un « coût de production ». C'est bien reconnaître que le temps de transport n'est pas un temps hors-travail, un temps que l'individu consacrerait à son propre développement, mais est, en réalité, un temps non payé consacré, sous une forme indirecte, à la vie de travail, c'est-à-dire à l'entreprise et à ses dirigeants.

Cette politique d'adaptation du réseau de transports aux intérêts du patronat est justifiée par la répétition fréquente, dans les discours officiels et la grande presse, des slogans selon lesquels « il vaut mieux que l'Etat intervienne le moins possible dans la vie économique de la Nation ; celle-ci est l'affaire des entreprises privées. »

Dans le secteur que nous examinons, cela signifie que l'Etat estime qu'il n'a aucun rôle à jouer dans la satisfaction des besoins sociaux de la population, que le « marché » suffira à y pourvoir. Mais que signifie, dans la période actuelle, le fait d'avoir recours au « marché » pour trancher les grandes options de la politique économique ?

Ce choix reflète une volonté de favoriser les consommations privées au détriment des consommations sociales. Les principes si souvent proclamés (et étroitement solidaires) d'équilibre budgétaire, de « vérité des prix » et de « liberté » du marché signifient, avant tout, liberté d'action des entreprises privées pour la réalisation de leurs profits, soumission accrue de l'économie française au marché international, prise en charge par l'Etat des secteurs non rentables mais nécessaires au développement des entreprises industrielles, et... privatisation accélérée du reste.

C'est pourquoi, les orientations de la politique des transports collectifs, que nous venons d'examiner pour les années à venir, ne sont pas séparables d'une politique d'ensemble visant à asservir la totalité des secteurs d'activité (d'abord le téléphone, les autoroutes ; aujourd'hui les transports ; demain les espaces verts, les équipements sportifs ?) à la recherche du profit. □

## Négociations ou offensive

Rémy Grillault

Au moment où les portes des ateliers et des bureaux se sont rouvertes, chacun a fait ses comptes. Chez les travailleurs le dépit est général mais la situation est très variable d'une famille à l'autre et les syndicats en sont très conscients : hausses des prix et des impôts n'atteignent pas chacun avec la même acuité.

### Les comptes de la rentrée

Chez les patrons, c'est la satisfaction qui domine ; après tout, les records de profit tombent encore plus rapidement que ceux de la natation. Mais tous les groupes ne sont pas aussi bien placés.

Au gouvernement, derrière un bel optimisme de façade l'inquiétude demeure assez vive. Giscard pavoise mais il doit bien se rendre compte que rien ne s'est passé comme il l'avait prévu et annoncé, alors l'avenir reste... obscur.

Un fait est pour tous incontestable : depuis le début de l'année, la montée des prix a été beaucoup plus rapide que prévu et cela remet en cause toute la fameuse politique contractuelle. Le gouvernement affirme que le ralentissement est en cours et que d'ici la fin de l'année il aura les choses en mains. Les syndicats ne sont pas disposés à se contenter de belles promesses ; le patronat — en attendant — empêche.

### Pourquoi la hausse des prix ?

A l'automne 69 et encore au début de l'année le ministère de l'Economie avait « admis » une hausse des prix de 4,9 % pour l'année entière. Cette augmentation est déjà acquise et l'institut de la statistique prévoit encore des hausses au rythme de 4 % l'an. Il y a eu la dévaluation qui renchérit le prix des produits importés, notamment des produits alimentaires, il y a les services dont le coût augmente toujours. Il n'en reste pas moins que le prix moyen des articles manufacturés croît de 4 à 5 % cette année.

Plutôt que de reconnaître ses responsabilités le pouvoir se plaît à accuser l'inflation internationale. C'est déjà admettre son impuissance. Et il est exact que la flambée des prix est un phénomène absolument général dans le monde capitaliste. Même en Allemagne, pays où la stabilité est de tradition, la hausse atteint 6 % ; les experts y voient la conséquence d'une trop forte activité : la demande dépasse l'offre ; mais en Grande-Bretagne où l'expansion de la demande est quasiment nulle, les prix augmentent aussi vite, alors les experts incriminent la trop forte montée des salaires et leur « indiscipline ». Las ! aux U.S.A. où il y a ac-

tuellement crise et régression, les prix ont continué de monter allègrement. Alors les experts avouent leur étonnement : rien ne marche selon les lois découvertes par l'économie politique classique, celle de la bourgeoisie. La vérité, il faut la chercher — beaucoup plus que dans des lois mécaniques —, dans le jeu de ceux qui détiennent la réalité du pouvoir, dans les décisions des groupes patronaux.

En résumé, depuis trois ans, tous les groupes industriels se livrent à une compétition acharnée pour maintenir leur supériorité les uns par rapport aux autres ; ceci les conduit à investir beaucoup d'argent pour rationaliser leurs outils de production, ou pour en accroître la capacité. Pour tirer profit de tout cela il faut vendre beaucoup si on peut, vendre plus cher si on ne le peut pas, ou plus simplement si c'est sans danger. Cela permet d'abord de compenser les hausses de salaire que le patronat doit concéder dans une période où le sous-emploi n'est pas trop élevé (au moins pour les travailleurs qualifiés) et ensuite de n'avoir pas trop à s'endetter, ce qui, aujourd'hui, avec les restrictions de crédit, revient trop cher.

### A la recherche d'une stratégie

La hausse des prix avantage surtout les groupes monopolistes ; ceux-là même qui profitent aussi de la dévaluation et de l'inflation chez nos principaux concurrents (Allemagne, Bénélux, Italie) pour y vendre à tour de bras. Rien d'étonnant alors de constater que les projets d'investissements sont d'autant plus importants que les firmes sont de plus grande taille. En moyenne les profits vont avoir augmenté de 60 % en trois ans (1968-1970). Cela ne s'était jamais vu mais les P.M.E. sont très en arrière et dans de nombreuses firmes monopolistes les bénéfices ont dû doubler. Première conséquence : la part des grosses entreprises ne cesse de croître, deuxième conséquence, ces mêmes firmes sont en mesure d'ajuster — avec retard bien sûr — les salaires sur la hausse des prix et en partie sur les énormes gains de productivité alors que les petites boîtes — surtout celles qui travaillent pour la consommation familiale — n'y parviennent que rarement.

La situation pour les salariés des deux catégories n'est donc pas la même. A cette première division, s'en ajoute une deuxième qui concerne les salariés du secteur public. Dans la fonction publique le retard par rapport aux prix devient considérable et le gouvernement n'envisage un rajustement partiel qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1971. Dans le secteur nationalisé, les « contrats » les plus avantageux ne laissent qu'un gain réel de 2 % — mais au

1<sup>er</sup> janvier 1971 aussi — (P.T.T., S.N.C.F.) ou de 2,7 % (E.D.F.) encore beaucoup moins que l'augmentation du produit national.

La première orientation syndicale annoncée dès les vacances concerne évidemment la défense du pouvoir d'achat. Très vite la C.G.T. y ajoute une campagne contre le projet de réforme fiscale.

Salaires, fiscalité, Sécurité sociale, ce sont les trois aspects d'une même réalité : la part des travailleurs dans la production et les charges de la Nation. A des degrés divers ils concernent tous les salariés et la C.G.T. voudrait en faire le tryptique d'un nouveau Grenelle qui aborderait aussi le problème complémentaire de la durée du travail.

La C.G.T. sur ce terrain se sent solide ; elle sait qu'elle sera toujours le principal interlocuteur des pouvoirs publics. Or elle poursuit un triple objectif : affirmer sa suprématie dans le syndicalisme français, minimiser les revendications « qualitatives » plus diversifiées et par conséquent plus favorables aux actions incontrôlables où les militants « gauchistes » ont plus de capacités d'entraînement et d'influence, occuper le terrain social dans toutes ses dimensions pour éviter au P.C.F. d'avoir à se mettre en avant alors qu'il est dans une phase — relativement difficile.

### Deux conceptions de la lutte ouvrière

Les autres centrales ouvrières ne sous-estiment pas les problèmes de pouvoir d'achat mais elles ne les posent pas dans les mêmes termes, elles redoutent la politique des grands rendez-vous, et elles ont la préoccupation de laisser plus d'initiative à la base.

« F.O. » a joué un rôle important dans l'accord sur la formation ; elle estime que malgré les dangers — soulignés par la C.F.D.T. —, il peut y avoir là, pour la classe ouvrière, un instrument extrêmement puissant, à terme, si les salariés en conservent le contrôle ; un peu ce qu'a été l'école obligatoire pour affermir la République ; ou les congés payés de 1936, pour sortir la classe ouvrière du cycle écrasant du travail.

A la C.F.D.T. on est préoccupé de donner au dernier congrès des prolongements précis et cohérents. Ce que — pour certains — ne préfigurait pas la signature de l'accord E.G.F. On aime aussi donner quelques leçons à la C.G.T. Si celle-ci dénonce à longueur de colonnes les orientations du VI<sup>e</sup> Plan, la C.F.D.T., elle, cesse de participer à sa préparation. De même la centrale du square Montholon refuse de signer l'accord de mensualisation

dans le bâtiment, qu'elle juge de nature à diviser les travailleurs et à servir les intérêts... du patronat. La C.F.D.T. en choisissant l'objectif du statut unique semble bien avoir engagé une lutte d'une portée beaucoup plus vaste que celle — nécessaire certes mais toujours à recommencer — du rattrapage des salaires. En préférant obtenir un rapprochement par rapport au statut des E.T.A.M. (employés, techniciens, agents de maîtrise), fut-ce par étapes, mais semblables pour tous les salariés, plutôt que pour quelques-uns, elle marque un plus grand souci de l'unité des travailleurs. De même lorsqu'elle veut réduire l'éventail des salaires, elle peut dans un premier temps rencontrer l'hostilité de certaines couches (que flattent la C.G.C. et la C.G.T.) mais elle favorise à terme la convergence des luttes. Enfin dans le secteur nationalisé, à côté du problème du niveau de vie, elle pose fortement le problème des conditions de travail (horaires des postiers, allocations de déplacement des cheminots, travail de nuit pour les uns et les autres, astreintes et service continu à l'E.G.F., effectifs des Finances, réduction du temps de travail).

Il ne s'agit pas pour nous d'opposer une centrale à une autre. Nous souhaitons plus que personne l'unité d'action des travailleurs sur des objectifs anticapitalistes et antiétatiques communs et nous constatons que dans les entreprises l'unité se fait souvent — sans difficulté — autour des mêmes problèmes et l'accord des centrales — qui exige des compromis — renforce toujours l'efficacité de cette unité ; mais nous constatons aussi que deux conceptions de la lutte ouvrière continuent de se manifester : l'une donne plus d'importance à une stratégie générale qui appelle la discipline de tous et qui est définie par ceux qui ont été portés aux postes de responsabilité d'où l'on a une vision plus générale des rapports de forces avec le patronat et l'Etat ; l'autre entend laisser plus d'initiative à la base parce qu'elle est plus au contact de la réalité de la condition ouvrière et qu'à travers ses milliers d'actions adaptées au terrain elle met souvent en plus mauvaise posture le pouvoir patronal et surtout rend plus difficile l'appui du pouvoir d'Etat qui pèse sur les grandes négociations.

Alors nous assisterons, peut-être cette année, à un certain divorce entre les grandes batailles nécessaires aux péripéties multiples qui opposent les grandes organisations et le pouvoir sous ses deux formes et les luttes moins globales mais où s'affirme encore plus la volonté d'un changement réel et qui mériteront de devenir aussi un jour des batailles globales.



Perrier

# Vengeance

En bon patron de combat, la direction du trust Perrier n'a pas digéré d'avoir dû capituler avant les vacances. Le 4 juin dernier, en effet, cinq grandes usines du trust — Vergèze, Contrexéville, Montigny, Vichy et Saint-Yorre — sont en grève illimitée. Le 15 juin, la direction doit céder et consentir des avantages appréciables.

Mais elle prépare sa vengeance. Les travailleurs de l'usine de Vergèze (Gard) — où l'eau Perrier se met en bouteille — ont été particulièrement combattifs : 900 grévistes (sur un personnel de 1.200 personnes) ont occupé l'usine pendant quatre jours, et réussi, à Nîmes, une manifestation exemplaire grâce à la bonne entente de la C.F.D.T. et d'une C.G.T. exceptionnellement dynamique. Aussi est-ce à Vergèze que la direction va mener sa principale offensive. N'osant pas s'attaquer de front aux responsables syndicaux, elle porte plainte contre les salariés pour « fautes commises pendant la grève du 4 au 15 juin ». Quelles fautes ? Ce n'est pas précisé.

## Par hasard

Mais, comme par hasard, sur les 12 inculpés, 10 sont les principaux responsables syndicaux : 5 délégués du personnel C.G.T., 3 délégués syndicaux (dont les deux secrétaires des deux syndicats), et les deux représentants syndicaux (C.G.T., C.F.D.T.) au Comité central d'entreprise de Paris.

Ce n'est pas la première fois que la direction, au mépris de la loi, s'attaque aux délégués

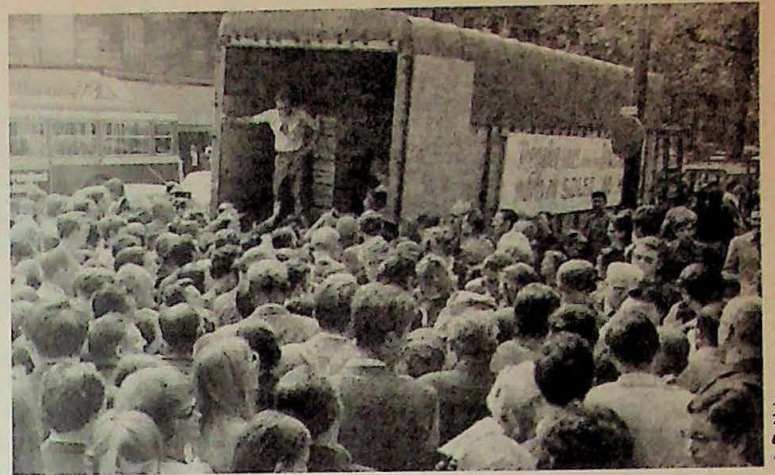
syndicaux : à Contrexéville, déjà, elle refuse de réintégrer deux délégués dont le licenciement a été rejeté par l'administration du travail. Sans doute, sera-t-elle condamnée, mais elle préfère payer des dommages et intérêts pour être débarrassée de syndicalistes actifs.

## Un appel à l'espoir

A Vergèze, c'est toute l'action syndicale qu'elle cherche à décapiter. Dès le mois de juillet, les travailleurs ont réagi. Par la négociation et la diplomatie, en faisant appel aux maires et députés locaux et aux partis politiques. Et par la lutte : grève de 24 heures le 23 juillet, d'une heure le 27 juillet, de 4 heures le 31 juillet, le 11 août et le 20 août. Par des distributions de tracts et une grande manifestation aux Saintes-Maries-de-la-Mer, les travailleurs de Vergèze ont fait appel au soutien de la population locale : « Nous avons conscience que la bataille que nous menons dépasse le cadre Perrier. Imaginons l'arme redoutable que posséderait le patronat contre les délégués, si le Trust Perrier gagnait ce procès. Il faut donc qu'il le perde. Ecoutez et entendez notre appel. Ce n'est pas un appel de détresse, mais un appel à l'espoir, à l'espoir de voir toute une population sensibilisée et mobilisée pour faire échec à la répression patronale. »

Mais à ce jour la répression l'emporte encore. Malgré la lutte des travailleurs de Vergèze, la direction a maintenu les poursuites contre les douze travailleurs.

Luttes agricoles



ADN.P.

Alors que les melons se vendaient, en gros, au marché de Cavailon 20 centimes le kilo, les détaillants de la région les offraient aux clients 1,50 F le kilo. Indignés, les producteurs vinrent dans la nuit du 30 au 31 juillet en déverser quelques centaines de kilos en plein centre d'Avignon, place de la Préfecture et place de l'Horloge. Une bataille de melons qui fut d'abord un jeu pour les « hippies » du Festival, dégénéra en bagarre par la suite d'une provocation d'éléments fascistes, du sportif musclé **Colombe**. Quelques jours plus tard, les producteurs devaient renouveler leur protestation, mais cette fois, en versant leurs melons devant les portes des députés de la région.

Ces faits ont défrayé la chronique des vacances et ont été diversement jugés. En réalité, ils traduisent l'exaspération des agriculteurs qui ne comprennent pas que dans le prix des fruits et légumes la rétribution de leur travail représente une si infime partie et qui ne peuvent admettre que pour maintenir les prix une grande partie de leur récolte soit détruite : cela leur paraît, avec quelque raison du reste, comme une insulte à leur travail. Tous les ans ce sont, en effet, des milliers de tonnes de fruits qui sont jetés dans les fleuves ou arrosés de mazout. Le gouvernement, qui n'a pas su, jusqu'à ce jour, diriger et organiser la production agricole et la distribution, a confié la gestion des marchés des fruits et légumes à des groupements de producteurs en leur donnant comme moyen d'action le droit de détruire les récoltes. Moyennant un paiement initial de 1.500 F, les agriculteurs doivent détruire melons, pêches, pommes, tomates, etc., lorsque les prix tombent au-dessous de 0,30 F le kilo et les Pouvoirs publics leur payent ces fruits à ce même prix.

Des conditions assez curieuses sont exigées : les fruits ainsi jetés doivent être vendables, c'est-à-dire, sains, calibrés, rangés en caquettes. Les agriculteurs n'ont pas le droit de vendre ces fruits dans les grands ensembles, où les familles ouvrières pourraient ainsi en profiter pleinement, à moins de 30 centimes le kilo ; il leur faut même une autorisation écrite du maire pour pouvoir les donner, par exemple, gratuitement à un hospice de vieillards !

Écœurés de toutes ces trasseries administratives, les jeunes agriculteurs critiquent l'action des dirigeants de leur groupement, les accusant de faire le jeu des « truands » qui nous gouvernent.

Ils supportent difficilement l'attitude du Parti communiste qui leur prêche l'ordre, le calme (en travaillant pour les ouvriers, dit le P.C., nous travaillons pour vous — c'est le même combat — votre agitation ne peut que vous desservir — laissez-nous faire, etc. — voir « La Marseillaise » et les tracts diffusés à ce sujet...).

Au projet de primes d'arrachage d'arbres fruitiers proposé par le gouvernement, les agriculteurs répondent : « Ce n'est pas la solution, c'est un faux problème ; il n'y a pas de surproduction ; la vérité est que les prix sont trop élevés pour que tout le monde puisse manger à sa faim ».

Ils incriminent aussi le Marché Commun et la mauvaise organisation des marchés mondiaux.

Arrivés à ce point de réflexion, il semble que les jeunes agriculteurs soient prêts à apprécier les propos et conclusions de notre camarade **Bernard Lambert** :

« On incrimine les marchés mondiaux comme s'il s'agissait d'une structure indépendante du système économique. En fait, ces marchés sont évidemment entre les mains de sociétés capitalistes, qui s'en donnent à cœur joie, dans le plus pur esprit mercantile. En dehors d'une révolution nationale comme au Vietnam, il n'y a en effet aucun frein politique ou social qui pourrait ralentir leur soif de profit... La répartition des richesses, du travail et des biens produits sera plus rationnelle dans un système socialiste, parce qu'elle aura pour base les besoins des hommes et non pas les impératifs de profits. Il est probable que dans ce cadre, la répartition des biens alimentaires comme la mise en valeur des potentialités de production seront très différentes. Mais nous ne serons pas seuls à en décider : la planification socialiste des productions suppose une expression et une participation réelle des peuples concernés. Elle ne pourra être juste, efficace, que si elle est mondiale. Toutes les luttes, si modestes soient-elles, contre le capitalisme nous rapprochent de cet objectif. »

\* Adjoint au maire d'Avignon.

Citroën

# Voie de fait (\*)

Alors qu'elle distribuait des tracts syndicaux à l'entrée du self, la déléguée syndicale C.F.D.T. et déléguée du personnel, âgée de 60 ans, a été violemment molestée par les dirigeants de la C.F.T. aidés par le chef des gardiens.

En violation de la loi du 27 décembre 1968 qui autorise la libre distribution des tracts dans l'enceinte de l'entreprise, les tracts lui ont été arrachés des mains et détruits.

Ces nouveaux faits, s'ajoutant aux violences exercées par cette même organisation contre les militants de chez Simca et aux fraudes auxquelles elle se livre dans les élections, avec la complicité des directions d'entreprises, illustrent les moyens

qu'elle est obligée d'employer pour s'implanter et tenter de faire reconnaître sa représentativité par le gouvernement.

Pour leur part, les travailleurs n'accepteront pas la représentativité d'une organisation qui utilise des procédés qui relèvent du fascisme.

Pour ces nouveaux événements, la C.F.D.T. a déposé une plainte au Procureur de la République et entrepris des démarches auprès du ministère du Travail afin que ses services prennent les dispositions nécessaires pour garantir l'exercice des libertés syndicales chez Citroën.

(\*) Communiqué de la section C.F.D.T. d'Asnières.

# Les raisins de la colère

## Résistance et révolution

Henry Rosengart

Les plans contre-révolutionnaires ne sont pas toujours applicables : celui de M. Rogers moins que tout autre. Son but fondamental était d'éliminer la révolution palestinienne de la scène politique en imposant une soi-disant « solution pacifique », c'est-à-dire en fait une « pax imperialista » préservant les intérêts essentiels des Grandes Puissances au Moyen-Orient et, par conséquent, la survie d'Israël et des Etats contre-révolutionnaires arabes.

Il suffit de mettre les pieds en Jordanie pour se rendre compte que les masses populaires palestiniennes et jordaniennes, dans leur immense majorité, sont profondément conscientes de ce que renferme ce « plan » conçu par les U.S.A. (cet apôtre bien connu de la Paix), approuvé par l'U.R.S.S. (ce chef de file bien connu de la révolution mondiale) et popularisé par tous

les quotidiens occidentaux (ces amis bien connus des peuples opprimés). Une telle paix n'est qu'une paix dans la misère et l'oppression. Comme les peuples indochinois, les peuples palestinien et jordanien, savent que, selon le mot d'Ho Chi Minh, « rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté » et que seule est juste et durable une paix qui consacre l'indépendance et la liberté ; du vieillard à l'enfant, il n'est pas un habitant des immenses bidonvilles jordaniennes qui ne soit convaincu de cette vérité élémentaire.

Depuis la défaite des armées arabes en juin 67, la résistance populaire palestinienne est devenue la donnée politique fondamentale que toutes les « missions Jarring » s'efforcent en vain de faire oublier. Depuis trois ans, cette résistance n'a fait que croître ; elle s'est progressivement emparée d'un peuple

entier ; elle s'est implantée dans chaque quartier, dans chaque village ; elle a créé, parallèlement aux fedayin dont le nombre grossit chaque jour, une vaste milice populaire implantée non seulement à Amman, mais sur tout le territoire jordanien ; elle a entrepris l'éducation politique à grande échelle d'un peuple hier encore impuissant et silencieux, aujourd'hui engagé massivement dans un processus politique qu'il est plus que temps d'appeler une **révolution**.

### L'échec du nassérisme

La résistance palestinienne est une révolution, et cela pour deux raisons. D'une part, elle crée un climat d'opposition et d'effervescence parmi les masses arabes des pays environnants en forçant peu à peu les gouvernements de ces pays à se démasquer. Le temps est passé où il suffisait à Nasser d'un discours démagogique pour ressembler à un lutteur anti-impérialiste ; aujourd'hui il montre de plus en plus clairement que sa seule politique a toujours été de préserver les intérêts des classes sociales au pouvoir en Egypte. Pour cela, il est prêt à tout, y compris à la reconnaissance du fait accompli impérialo-sioniste avec toutes ses conséquences : expulsion consacrée du peuple palestinien arabe et oppression consacrée des peuples arabes environnants.

Ce qu'il y a de nouveau, c'est la prise de conscience de la réalité du nassérisme par une partie des masses arabes : en quelques semaines, la popularité de Nasser s'est effondrée même chez les Palestiniens peu politisés. « Nasser a été mon Dieu ; mais aujourd'hui... » : cette réflexion, on peut l'entendre partout en Jordanie. Certes, des réticences subsistent ; certains s'accrochent encore à la chimère d'un Nasser habile, acceptant le plan Rogers pour des raisons tactiques ; mais un des buts que ce plan ne se proposait pas d'atteindre est déjà réalisé : le nassérisme, historiquement dépassé depuis trois ans, commence à être politiquement combattu.

Une telle évolution était prévue : le combat des Palestiniens — et c'est là le second aspect fondamen-

Il n'est pas certain, comme l'affirme Henry Rosengart, que la seule justification du Plan Rogers soit l'anéantissement du peuple palestinien. Certes, cette préoccupation n'est pas absente des volontés du gouvernement américain qui sait bien que toute « solution pacifique » au Moyen-Orient passe par la minimisation du fait national palestinien. Mais c'est au niveau de la concertation entre grandes puissances que réside la véritable explication de l'attitude américaine. Peur de laisser, sans coup férir, l'Union Soviétique s'installer dans cette région du monde, approfondissement d'un nouveau Yalta dont la Chine ne serait pas absente, telles sont quelques voies que Nixon entend explorer dans les mois qui viennent. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

tal de la résistance palestinienne — ne met pas seulement en cause la stratégie politique que Nasser et les autres dirigeants pro-nassériens suivent depuis toujours, mais surtout les structures sociales et économiques qui expliquent cette stratégie. Il faut avoir vu de près la résistance palestinienne pour se rendre compte qu'elle s'est engagée non pas dans une lutte nationaliste à caractère petit-bourgeois (c'est-à-dire reportant tout bouleversement socio-économique aux lendemains de la libération), mais dans une authentique lutte populaire de libération nationale qui met **dès maintenant** en cause (notamment par l'action du Fath et, dans une mesure moindre vu son effectif plus faible, du F.D.P.L.P.) les structures sociales et l'idéologie dominantes, qui donne **dès maintenant** un sens concret à l'expression « Palestine démocratique et laïque ». Nous nous trouvons bien en présence ici d'une révolution.

Cette révolution n'en est certes qu'à ses débuts, mais elle a d'ores et déjà passé les limites du tolérable, pour les Américains comme pour les Russes, pour les Israéliens comme pour les Egyptiens. La tentative d'écrasement militaire ayant avorté en juin dernier, le but du plan Rogers était d'étouffer la révolution en liguant contre elle tous les régimes arabes. L'intérêt des Palestiniens était, au contraire, de diviser ceux que l'impérialisme tentait d'unir contre elle. Cette politique a porté ses fruits : une des conséquences du plan Rogers a donc été de pulvériser l'unité de façade entre les Etats arabes ; les relations entre l'Irak et l'Egypte se sont brutalement détériorées, préfigurant la rupture entre les deux ailes du nationalisme arabe : le nassérisme (Egypte, Lybie, Soudan) et le baassisme (Syrie, Irak). En se rangeant du côté de la révolution



**critique socialiste**

Pour une théorie et une pratique révolutionnaire

Revue théorique du Parti Socialiste Unifié.  
Le N° 2, mai-juin 1970, vient de paraître.  
En vente à « Editions Syros »,  
54, boulevard Garibaldi, Paris.  
C.C.P. 19.706.28.

- L'exemplaire : 5,00 F.
- Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

2

palestinienne, les régimes baassistes empêchent donc (provisoirement) toute intervention militaire extérieure ; les Palestiniens ont donc intérêt à ménager ces régimes le plus longtemps possible, et à déjouer les provocations qui, depuis plus d'une semaine, se multiplient en Jordanie. La question de la chute d'Hussein est certes posée aujourd'hui par tout le monde, y compris par le Fath. Mais il est évident que ni les U.S.A., ni l'U.R.S.S., ni Israël, ni l'Égypte ne peuvent accepter l'instauration d'un pouvoir révolutionnaire en Jordanie. Le renversement d'Hussein est donc un problème très complexe qu'on ne saurait réduire aux seules frontières de la Jordanie. C'est cet ensemble de contradictions diverses qu'il faut avoir présent à l'esprit si l'on veut comprendre le paradoxe, sans doute unique au monde, de deux pouvoirs antagonistes coexistant plus ou moins « pacifiquement » au sein d'un même pays.

### Rien n'est réglé

Le plan Rogers a eu ainsi pour effet de dramatiser à l'extrême une situation qu'il prétendait pacifier. Les contradictions entre Israël et l'Égypte, entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., ainsi que les contradictions internes à Israël viennent encore s'ajouter à toutes les précé-

dentes pour bloquer les négociations de New York au moment même où elles s'amorçaient. En cédant à contre-cœur aux pressions de Nixon, les dirigeants israéliens n'ont pas mis fin pour autant à leur volonté d'annexer des territoires où ils ont investi tant de millions et déplacé tant de populations. Ils le peuvent d'autant moins que les fedayin ne leur laissent pas un moment de répit : chaque nuit, le Jourdain est traversé sur toute sa longueur par des commandos qui détruisent du matériel, mettent des dizaines d'Israéliens hors de combat, s'infiltrant à l'intérieur des territoires occupés où ils créent un climat permanent d'insécurité. Le silence total de la presse sur ces activités militaires ne saurait empêcher la réalité d'être ce qu'elle est. De même, la volonté délibérée de noyer la « question palestinienne » dans la toile d'araignée des antagonistes de tous ordres n'empêche pas non plus cette « question » d'être la seule déterminante. L'opinion occidentale finira par en prendre conscience. Quant à l'opinion arabe, la fermeture de radio El Assijah par les autorités égyptiennes n'empêchera pas El Fath de s'adresser aux masses arabes par-dessus les têtes de leurs dirigeants — ne fût-ce qu'au moyen des trois émetteurs à grande puissance que la Chine lui livrera prochainement...

## Ouandié menacé de mort

La radio et la presse internationales après avoir annoncé l'arrestation d'Ernest Ouandié viennent de diffuser l'information selon laquelle il serait déféré le 19 septembre prochain devant un tribunal militaire. Il encourt la peine de mort.

E. Ouandié est le responsable de l'union des populations du Cameroun. Un des grands pionniers de la lutte pour l'indépendance ; il dirigeait depuis les maquis la résistance contre le gouvernement néo-colonialiste et fasciste de Yaoundé.

Après l'assassinat de plusieurs des chefs de l'U.P.C. (le plus souvent avant tout jugement) l'exécution d'E. Ouandié serait un nouveau coup grave porté à la lutte révolutionnaire au Cameroun. Les socialistes et les progressistes du monde entier doivent protester contre le refus criminel du gouvernement de Yaoundé de reconnaître à l'opposition les droits d'expression élémentaires qu'elle réclame depuis toujours.

**Société suisse distribuant du matériel scientifique de haute précision (microscopes) recherchent un**

**INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**  
(25 - 45 ans)

Ce cadre sera chargé de visiter la clientèle spécialisée des laboratoires publics ou privés et de leur présenter les matériels adaptés à leurs besoins.

Ce poste conviendrait à un homme possédant une formation scientifique (certificats de physique, d'optique, B.T.S., C.N.A.M.), ayant l'expérience technique des ventes de matériels techniques de préférence aux laboratoires. La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Le secteur couvre Paris et les académies de Nantes, Poitiers et Orléans. Une formation technique est assurée. Le salaire se compose d'un fixe et d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé. Envoyer un C.V., une photo et la rémunération actuelle sous la référence RA 595 TS à

 **BERNARD KRIEF Selection\***  
1, rue Danton Paris 6\*

qui fournira des informations détaillées lors du premier entretien et qui garantit le secret absolu des candidatures.

\*Un département de BERNARD KRIEF CONSULTANTS for Europe.

### Luttes étudiantes

# Lycéens et normalisation

Gabriel Lacascade (\*)

L'année s'annonce mal pour les lycéens. Outre les traditionnels problèmes de locaux, d'effectifs et d'absence de postes pour les enseignants, 1970-71 risque fort d'être marquée par une reprise en mains disciplinaire et autoritaire. Un peu partout, on assiste discrètement ou non, au rétablissement de colles, brimades de toutes sortes, interdiction de toutes libertés d'expression et à l'expulsion d'élèves jugés « subversifs ». Du niveau des enseignants, la répression déjà fortement entamée l'an dernier (Senik, Kahn, Courtade, etc.), va encore s'accroître grâce à une commission spéciale qui a tout pouvoir pour déplacer immédiatement et sans autre forme de procès tout enseignant indésirable.

### L'offensive gouvernementale

Le Pouvoir ne se donne même plus la peine de proposer un simulacre de démocratie. Les quelques bribes de pouvoir accordées aux « conseils » ont été réduites à néant, notamment par la circulaire Guichard redonnant tout pouvoir aux proviseurs. Le peu qui avait été arraché par les lycéens en Mai en matière de liberté d'expression politique, de transformation du contenu et des méthodes d'enseignement est progressivement mais systématiquement annulé.

Devant une telle situation, une absence de réaction des lycéens serait le meilleur atout du pouvoir. Ceux-ci ont clairement montré l'année dernière qu'ils n'entendaient pas rester passifs devant le réembrigadement intellectuel et physique que l'on voulait leur imposer. A Paris comme en province, des luttes très dures ont été menées : luttes anti-autoritaires, grèves sur l'examen de Français, problèmes de la seconde langue, libertés d'expression politique, etc. Si ces luttes n'ont pas débouché, c'est pour plusieurs raisons sur lesquelles il convient de revenir brièvement.

### Pourquoi nos échecs ?

La première concerne l'absence de perspectives politiques du mouvement lycéen. Ses actions ont oscillé entre le corporatisme dû à l'incapacité de s'insérer dans le mouvement des luttes sociales, et le verbalisme qui, pour être révolutionnaire, n'en reste pas moins inefficace.

La seconde raison de cette impuissance c'est l'absence quasi totale de coordination, d'information et de formation des lycéens. Si à Paris les événements sont vite connus, il n'en va pas de même pour ce qui se passe en province. Ainsi, une grève très dure portant sur les débouchés des Terminales

Technique, qui avait fait tâche d'huile dans la région de Toulouse, n'a pu être ni connue, ni soutenue à un échelon national.

Enfin il apparaît de plus en plus nécessaire que le débat politique sur la nature du « milieu » lycéen, les objectifs d'un mouvement de masse dans ce secteur, ses liens avec les luttes sociales, son organisation, dépasse le cadre restreint des groupes politiques pour englober les militants inorganisés.

### Nos objectifs

C'est pour toutes ces raisons que les lycéens du P.S.U. ont participé à la création d'un « Centre des luttes lycéennes » (1). Ce centre n'entend pas être une direction politique. Mais il est possible dès maintenant d'assurer le minimum de « services » nécessaires à l'action des lycéens en lutte. C'est pourquoi, dans un premier temps, ce « Centre » se proposera quatre objectifs :

- Assurer un service de liaison, d'information et de documentation, grâce à une permanence où seront disponibles les documents (journaux, tracts...) édités par les lycéens. Un fichier sera également constitué.

- Proposer, durant le premier trimestre, aux militants n'ayant pas entamé de luttes, un certain nombre d'actions pour susciter la création de comités (de base, d'action, comme on voudra !) qui rassemblent les militants organisés ou inorganisés.

- Assurer la défense et le soutien des lycéens victimes de la répression. Notamment par un service de cours pour les militants renvoyés et dans l'impossibilité de préparer leurs examens. Un certain nombre d'enseignants et de mouvements ont déjà donné leur accord pour la mise en place de ce service.

- Favoriser le débat le plus large possible entre les lycéens sur la nature de leur milieu, ses perspectives de lutte et d'organisation. Ceci grâce à des stages régionaux ou nationaux qui permettront de faire le bilan des luttes menées au premier trimestre.

Ces objectifs sont modestes. Mais il dépendra des luttes, qu'ils soient rapidement dépassés. Pour le moment un tract distribué massivement à la rentrée fera connaître ces propositions. Il apparaîtra ainsi que, dès le premier jour, les militants révolutionnaires entendent reprendre l'initiative et proposer aux lycéens des perspectives de lutte pour l'année. □

(1) Permanence provisoire du « Centre des luttes lycéennes » : 27, rue Linné, Paris-5°. Tél. : GOB. 36-39. A partir du 14 septembre, de 17 heures à 19 heures.

(\*) Membre du Bureau national lycéen.

## ● Luittes agricoles

Des militants du secteur agricole ont décidé de se donner un instrument d'informations et de la réflexion sur leurs problèmes et leurs luittes. De là est sorti « Paysans en luitte », bulletin bimestriel, dirigé par des militants paysans participants et responsables de luittes menées par les petits et moyens paysans contre les méfaits du système capitaliste

Au sommaire du 1<sup>er</sup> numéro (juin 70) :

- Les luittes pour l'outil de travail : la terre. Des exemples d'actions menées en Vendée, en Mayenne, dans le Morbihan.
- Histoire de la terre et des paysans.
- Le contrat de progrès, dernière trouvaille du Pouvoir. Passez des commandes ou abonnez-vous, directement à « T.S. », bd Garibaldi, ou en écrivant à « Paysans en luitte », 72, rue du Château d'Eau, Paris-10<sup>e</sup>. 15 F minimum (2 F le numéro).

## ● Stage santé

les 25, 26, 27 et 28 septembre à Choisy-le-Roi (région parisienne).

● Conditions : 70 F pour les 4 jours (possibilités de prise en charge partielle); nourriture et logement assurés.

● Programme :

- Vendredi 25 : toute la journée : problèmes d'implantation; rapports avec les syndicats; réunions par branches (travailleurs hospitaliers, employés Sécurité sociale, étudiants en médecine, élèves infirmières, assistantes sociales, éducateurs, etc.).
- Samedi 26 : matinée : présentation des trois rapports : réforme hospitalière; Sécurité sociale, enseignement médical.  
Après-midi : travail en commissions.
- Dimanche 27 : matinée : Débat en assemblée générale sur les rapports de commissions.  
Après-midi : stratégie pour la rentrée.
- Lundi 28 : journée de coordination par branches en particulier secteur étudiant (étudiants en médecine, élèves infirmières, assistantes sociales, etc.).

● Pour participer à ce stage, il faut s'inscrire au plus vite au Secrétariat Santé, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>. Un dossier préparatoire sera adressé aux inscrits. Prenez contact avec votre fédération pour les frais de voyage.

## ● Service formation

Une réunion des responsables fédéraux à la Formation se tiendra les 26 et 27 septembre à Paris, afin d'élaborer le programme de travail pour l'année 1970-1971.

### PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

SAMEDI :

14 heures : Bilan de l'année de formation et des stages d'été (F. Dalbert).

15 h. : Confrontation des expériences fédérales.

17 h. : Discussion sur le programme-type à proposer aux écoles de base.

19 h 30 : Diner.

21 h. : Travail en deux commissions :

- a) élaboration du programme d'école de base;
- b) organisation de la formation des cadres.

DIMANCHE :

9 h. : La formation des cadres; rapport de la commission de travail - discussion.

12 h. : Déjeuner.

14 h. : Présentation du rapport de la commission sur le programme-type des écoles de base.

17 h. : Conclusion et clôture de la réunion.

# WIE

*militante*

## Stage national à Orléans

François Dalbert

Si chaque été marque le retour des stages nationaux de formation, les formules qui se sont succédé durant les trois dernières années ont été très sensiblement différentes.

En 1968, après le brusque afflux de nouveaux militants qu'avait connu le Parti, la priorité avait été donnée à la formation de base. Tout l'été, des stages ouverts pratiquement à tous les lecteurs de « Tribune Socialiste » s'étaient succédé à Poissy, accueillant au total près de 250 participants. Bien sûr le public était très varié. Et le bénéfice de ce travail énorme fut très inégal et parfois maigre pour le parti. Un tel effort correspondait à un impératif conjoncturel très précis et il n'était pas question de maintenir la formule l'année suivante. Il fut en effet décidé de donner au cours de l'été 1969 la priorité à la formation d'animateurs sur les différents fronts de luittes (entreprises, cadre de vie, étudiants, enseignants...).

Une telle action qui avait concerné pendant l'été environ 350 militants s'est poursuivie durant l'année 69-70 par une multitude de stages nationaux et fédéraux organisés par les différents secteurs et principalement celui des entreprises

### La formation des cadres

L'objectif dès lors devenait celui, déjà défini comme prioritaire lors du conseil national de novembre 1969, de la formation des cadres fédéraux. L'organisation d'un stage national fut annoncée dès la fin du mois de mai. La réalisation ne fut pas commode et nous réservâmes bien des angoisses. Mais, en définitive, c'est dans un cadre particulièrement confortable et agréable que les stagiaires furent accueillis le 23 août à Orléans.

Pendant 8 jours les séances de travail se succédèrent au rythme, pour le moins soutenu, prévu par le programme, non sans entraîner un certain épuise-

ment tant des stagiaires que des organisateurs. Mais au bout du compte, les exposés furent souvent passionnants et les séances de travaux pratiques débouchèrent sur une abondante production (affiches, tracts, schémas d'intervention, prises de parole...).

Au total, une masse de problèmes ont été abordés parfois trop sommairement mais dans tous les cas avec un sérieux et une application qui frappèrent les (rares) invités. Tous ces travaux seront bien sûr rassemblés dans un dossier qui fournira une solide matière première pour les stages des prochains mois.

Outre ces activités intellectuelles, les stagiaires participèrent, toujours avec application (et parfois avec résignation) aux divers ateliers pratiques (ronéo, sérigraphie, information... et nettoyage) qui ne furent pas l'élément le moins informatif du programme.

Il serait prématuré de vouloir tirer dès aujourd'hui le bilan du stage. C'est dans un an que nous pourrions le faire, quand nous saurons ce que sont devenus les participants. D'ores et déjà cependant quelques enseignements majeurs peuvent être tirés. Sans aborder les problèmes d'organisation du stage lui-même pour lesquels les expériences aussi bien que les remarques des participants seront précieuses, c'est le problème de la fonction même du stage qui doit être réétudiée sous deux aspects.

### La sélection des participants

Lorsqu'il y a un an on prétendait défendre son utilité on était taxé de toutes les déviations antidémocratiques. Aujourd'hui, et l'exemple du stage le montre bien, on comprend mieux que les risques consistent plutôt à laisser jouer les mécanismes « naturels » de sélection. En dépit de deux circulaires qui attirèrent l'attention des responsables fédéraux sur la nécessité de désigner les

participants en fonction de critères socio-professionnels tenant compte de la structure souhaitable du parti, la moitié des participants se sont révélés être des enseignants du primaire et du secondaire, 13 % des ingénieurs, techniciens et cadres, et 12 % des employés et ouvriers. Bien sûr, beaucoup de camarades ouvriers ont été gênés par la date encore relativement tardive de l'annonce du stage et il faudra en tenir compte à l'avenir. Mais il n'en reste pas moins que certaines fédérations ne se sont sans doute pas posé le problème de la désignation des participants avec une suffisante lucidité, sans parler de celles, même parmi les plus importantes, qui n'ont envoyé personne.

### Formations régionale et fédérale

C'est un fait positif que 44 fédérations étaient représentées parmi les 120 participants mais certaines absences furent remarquées. Il est évident que pour cette première expérience la liaison n'as pas toujours été faite entre le programme de travail fédéral et le programme national alors que ce stage devrait être considéré comme l'aboutissement normal du travail de formation fédéral. Le problème de l'envoi des participants devrait se trouver ainsi posé longtemps à l'avance, ce qui permettrait de résoudre plus facilement les questions de date de congé; de prise en charge fédérale ou même nationale en fonction des possibilités. C'est là un objectif qu'il faut viser. Ce sera le but de la prochaine réunion des responsables fédéraux à la formation, les 26 et 27 septembre à Paris; de définir les méthodes pour l'atteindre.

D'ores et déjà un résultat semble acquis: le 31 août, au cours de la séance de discussion du stage, tout le monde disait: « l'année prochaine, il faudra... ». Espérons qu'une tradition s'est instaurée à Orléans.